



Assemblée générale

Distr. limitée
23 mai 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session Cinquième Commission

Point 147 de l'ordre du jour

Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II

Projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations officielles

Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II¹ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires y relatif²,

Rappelant la résolution 751 (1992) du Conseil de sécurité en date du 24 avril 1992, par laquelle le Conseil a créé l'Opération des Nations Unies en Somalie, sa résolution 814 (1993) en date du 26 mars 1993, par laquelle il a augmenté les effectifs de l'Opération et fixé la date d'expiration du mandat initial de l'Opération élargie (Opération des Nations Unies en Somalie II), et les résolutions ultérieures par lesquelles il a prorogé le mandat de l'Opération, la plus récente étant la résolution 954 (1994) en date du 4 novembre 1994, par laquelle il a prorogé le mandat de l'Opération d'une dernière période allant jusqu'au 31 mars 1995,

Rappelant également sa résolution 47/41 A du 1er décembre 1992 sur le financement de l'Opération et ses résolutions et décisions ultérieures sur la question, dont la plus récente est la décision 53/477 du 8 juin 1999,

Réaffirmant que les dépenses relatives à l'Opération sont des dépenses de l'Organisation devant être supportées par les États Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par l'Opération, une méthode différente de celle qui est utilisée pour couvrir les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

¹ A/56/915.

² A/56/949.



Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Consciente du fait qu'il est indispensable de fournir à l'Opération les ressources financières nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter des engagements qu'elle n'a pas réglés,

1. *Prend note* de l'état, au 30 avril 2002, des contributions à l'Opération des Nations Unies en Somalie II, notamment du montant des contributions non acquittées d'un montant de 60,8 millions de dollars des États-Unis, qui représentent environ 3 % du montant total des contributions mises en recouvrement, observe avec inquiétude que seuls 148 États Membres ont réglé l'intégralité de leur contribution, et demande instamment à tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Remercie* ceux des États Membres qui ont versé l'intégralité de leur quote-part;

3. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des activités de maintien de la paix, en particulier du remboursement des sommes dues aux pays qui fournissent des contingents, qui doivent faire face à des charges supplémentaires du fait du non-versement par les États Membres de leur quote-part;

4. *Se déclare également préoccupée* par le fait que le Secrétaire général n'ait pu déployer qu'avec retard certaines missions de maintien de la paix récentes, en particulier en Afrique, et les doter des ressources nécessaires;

5. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix, en cours et futures, doivent être traitées de la même manière, sans discrimination, pour ce qui est des arrangements financiers et administratifs;

6. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour pouvoir s'acquitter effectivement et efficacement de leur mandat;

7. *Souscrit* aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport²;

8. *Autorise* le Secrétaire général à retenir un montant de 19 616 000 dollars sur le solde des crédits ouverts, dont le montant s'élève à 40 940 700 dollars, pour rembourser les sommes restant dues aux gouvernements;

9. *Décide* de suspendre dans l'immédiat l'application des dispositions des articles 4.3, 4.4 et 5.2 d) du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le solde excédentaire de 21 324 700 dollars, afin de pouvoir rembourser les pays fournisseurs de contingents, et compte tenu de la crise de trésorerie que traverse l'Opération, et prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport actualisé dans un an;

10. *Décide également* de surseoir à l'examen de l'utilisation du surplus des recettes provenant des contributions du personnel, d'un montant de 950 300 dollars, correspondant au solde excédentaire visé au paragraphe 9 ci-dessus;

11. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée par des prélèvements sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

12. *Prie* le Secrétaire général de s'employer à régler rapidement la question des montants dus aux pays fournisseurs de contingents, en particulier ceux devant être passés par pertes et profits;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session le point intitulé « Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II ».
